

Unité départementale des Côtes-d'Armor
11, rue Hélène Boucher
Bâtiment B
BP 30337
22193 Plerin

Plerin, le 02/05/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/03/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ROMI (SAINT CARNE)

112 B rue Eugène Pottier
BP 72067
35000 Rennes

Références : 2024.113
Code AIOT : 0005504136

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/03/2024 dans l'établissement ROMI (SAINT CARNE) implanté Zone artisanale de Guinefort 22100 Saint-Carné. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection inopinée fait suite au rapport d'inspection de 2023 et aux courriers en réponse de l'exploitant.

L'exploitant a informé l'inspection qu'il avait stoppé l'activité de presse de déchet en octobre 2023, et qu'il procédait au déplacement du stock de déchets (carton papier soumis à la rubrique 2714) sur leur site à Miniac-Morvan, en Ile et Vilaine. L'activité du site sera diminuée à terme.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ROMI (SAINT CARNE)
- Zone artisanale de Guinefort 22100 Saint-Carné
- Code AIOT : 0005504136
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Installation de transit, regroupement et tri de déchets autorisée en date 16 septembre 2003 modifié le 11 avril 2007, le 21 mai 2013 et le 20 mai 2019.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Hauteur des déchets	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13-4	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
3	Entreposage VHU	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41-1	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
4	gestion de l'exploitation	Arrêté Préfectoral du 16/09/2003, article II-30-3	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Clôture	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 15	Sans objet
5	Hauteur de stockage VHU	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41-4	Sans objet
6	Collecte des eaux pluviales	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 27	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il a été constaté la répétition de certaines non-conformités déjà constatées en 2023. L'exploitant s'est régularisé rapidement après l'inspection. Cependant, cela interroge sur ses capacités à exploiter ce site de manière conforme à la réglementation en vigueur.

Au vu de l'état général du site, des doutes sont émis sur l'intégrité et l'étanchéité de la dalle. Il est donc proposé un arrêté de mise en demeure sur ce point.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Hauteur des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13-4
Thème(s) : Risques accidentels, hauteur des déchets
Prescription contrôlée : La hauteur des déchets entreposés n'excède pas 3 mètres si le dépôt est à moins de 100 mètres d'un bâtiment à usage d'habitation. Dans tous les cas, la hauteur n'excède pas six mètres ;

<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection, le stock de ferraille dépassait les 6 mètres. L'exploitant a confirmé avoir un problème de stockage en raison d'une panne sur son engin de cisaillement de la ferraille. L'exploitant a déclaré que cette panne durait depuis une semaine. La société CATERPILLAR était présente sur site pour procéder à la réparation de l'engin.</p> <p>Ce dépassement des hauteurs de stockage a déjà fait l'objet d'une proposition d'arrêté de mise en demeure en 2023. L'exploitant a corrigé les non-conformités dans le temps imparti du contradictoire.</p> <p>Post inspection, le 4 avril 2024, l'exploitant a transmis à l'inspection des photos du jour des stocks de ferraille conformément à la hauteur attendue.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit maintenir ses stocks de déchets à moins de 6 mètres. De plus, un plan de gestion permettant le respect de la prescription et la formation des salariés doivent être fournis par l'exploitant.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 15 jours</p>

N° 2 : Clôture

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 15</p>
<p>Thème(s) : Autre, Cloture</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation est ceinte d'une clôture d'au moins 2,5 mètres de haut permettant d'interdire toute entrée non autorisée et que tout dépôt de déchets ou matières combustibles dans les installations de plus de 5 000 m² est distant d'au moins 4 mètres de la clôture de l'installation ;</p>
<p>Constats :</p> <p>La clôture du site a fait l'objet d'une réfection sur 90 mètres suite à l'inspection de 2023. Le site souffre néanmoins d'intrusions répétées. Une partie de la clôture est légèrement affaissée.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit veiller au maintien du bon état de ses clôtures.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Entreposage VHU

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41-1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, entreposage VHU</p>

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'empilement des véhicules terrestres hors d'usage (VHU) est interdit, sauf s'il est utilisé des étagères à glissières superposées (type rack). [...]La zone d'entreposage est distante d'au moins 4 mètres des autres zones de l'installation. Elle est imperméable et munie de dispositif de rétention.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les VHU en attente de dépollution sont correctement entreposés (non empilés et à plus de 4 mètres des autres zones de l'installation).</p> <p>Néanmoins, l'état général de la dalle en béton est dégradé. Elle présente des fissures et des crevasses laissant s'installer des flaques d'eau et d'huile.</p> <p>L'exploitant a indiqué que la dalle en béton faisait 20 cm d'épaisseur, qu'il a effectué des travaux pour près de 500 m2 de sol et qu'il fait deux à trois ronds environnements par an. Ces rondes incluent une vérification visuelle de l'état de la dalle.</p> <p>Le rapport de la dernière ronde a été fourni le jour de l'inspection. Cependant, cela ne permet pas de justifier de la conservation du caractère imperméable de la dalle en béton.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit démontrer l'étanchéité de sa dalle béton.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p>Proposition de délais : 6 mois</p>

N° 4 : gestion de l'exploitation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/09/2003, article II-30-3</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, pollution</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les locaux et les équipements doivent être maintenus propres et régulièrement nettoyés,[...] Les éléments légers qui seront dispersés dans et hors l'établissement doivent être régulièrement ramassés.</p>
<p>Constats :</p> <p>Un grand nombre de déchets d'envol sont présents hors du site. L'exploitant a indiqué, lors de l'inspection, effectuer des rondes "environ chaque semaine". Cependant, l'opérateur en charge de ses rondes était en vacances depuis 2 semaines.</p> <p>Post inspection, le 4 avril 2024, l'exploitant a transmis à l'inspection des photos du jour des abords nettoyés du site.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p>

<ul style="list-style-type: none"> - L'exploitant doit maintenir régulièrement son site et ses abords propres. - L'exploitant transmet à l'inspection la procédure de ramassage des envols incluant les actions palliant l'absence du salarié en charge de cette opération.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 15 jours

N° 5 : Hauteur de stockage VHU

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41-4
Thème(s) : Risques accidentels, entreposage VHU
Prescription contrôlée : Les véhicules dépollués peuvent être empilés dans des conditions à prévenir les risques d'incendie et d'éboulement. La hauteur ne dépasse pas 3 mètres. [...]
Constats : Aucun VHU dépollué n'était présent sur le site lors de l'inspection.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : -
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Collecte des eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 27
Thème(s) : Risques chroniques, Collecte des eaux pluviales
Prescription contrôlée : Les eaux pluviales non souillées ne présentant pas une altération de leur qualité d'origine sont évacuées par un réseau spécifique. Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur les aires d'entreposage, les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockages et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat (débourbeur-déshuileur) permettant de traiter les polluants en présence. Ces équipements sont vidangés (hydrocarbures et boues) et curés lorsque le volume des boues atteint la moitié du volume utile du débourbeur et dans tous les cas au moins une fois par an, sauf justification apportée par l'exploitant relative au report de cette opération sur la base de contrôles visuels réguliers enregistrés et tenus à disposition de l'inspection. En tout état de cause, le report de cette opération ne pourra pas excéder deux ans. Les fiches de suivi du nettoyage des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures, l'attestation de conformité à la norme ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats : Le site dispose d'un débourbeur dûment entretenu au 31 octobre 2023 (le plan d'intervention a été fourni lors de l'inspection). De plus, les dernières analyses d'eau présentées lors de l'inspection et enregistrées sur GIDAF sont conformes.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : -
Type de suites proposées : Sans suite